

11 OCTOBRE 2011 : UNE MOBILISATION POUR D'AUTRES CHOIX

En août 2008, notre ministre des finances clamait « la crise est derrière nous » (c'est certainement grâce à ses dons de visionnaire que Madame Lagarde est aujourd'hui patronne du FMI !). Trois ans plus tard, la crise est toujours là et s'amplifie avec menaces de récession, de faillites de banques, un chômage à très haut niveau avec **une frange de plus en plus importante de la population qui sombre dans la misère et l'exclusion.**

Le dernier plan d'urgence du gouvernement Sarkozy/Fillon (objectif : 11 milliard de réduction de la dette publique) ne propose qu'un peu plus d'austérité en tapant pour l'essentiel sur les salariés-es, les sans emploi, les malades et en supprimant encore des dizaines de milliers de postes dans les services publics.

Pôle Emploi n'est pas en reste, puisque le ministre affirme que les effectifs restent stables tout en confirmant les 1800 suppressions de postes déjà annoncés.

Les plus riches, nous dit-on, vont devoir mettre la main au porte-monnaie. En réalité, la contribution de ces derniers (revenus supérieurs à 250 000 euros par an) se montera, en tout et pour tout, à 200 millions d'euros sur les 11 milliards visés. Le « reste » ? **Moins d'écoles, moins d'hôpitaux et de services sociaux, de nouvelles ponctions sur nos mutuelles, baisse ou stagnation de nos salaires...**

L'entrée dans cette nouvelle phase de récession, se mesure aussi à Pôle Emploi par le double bond de chômeurs et chômeuses pour les mois de mai et juin : **Croissance du chômage des jeunes, des personnes de plus de 50 ans et des chômeurs et chômeuses de longue durée.**

Dans ce contexte, la politique de l'emploi gouvernementale est indigente et inefficace. Les réponses sont inappropriées : **Segmentation de la réception des chômeurs et chômeuses, mise en exergue de soi-disant « métiers en tension » et durcissement du contrôle des demandeurs et demandeuses d'emploi.**

A l'heure où tous les rapports (Inspection Générale, mission sénatoriale, CESE, CAS) affirment que les moyens de Pôle Emploi doivent être renforcés, le ministre du travail fait le choix inverse. **La « dématérialisation » des courriers** envoyés aux chômeurs et chômeuses, en particulier ceux relatifs à l'avertissement avant radiation, a des conséquences immédiates sur les statistiques du chômage. Elle **accroît la précarité et l'exclusion des publics les plus fragilisés ayant peu ou pas accès à l'Internet.**

Ensemble le 11 octobre, exprimons notre ras le bol de cette politique, de ces mesures creusant sans cesse les écarts entre les plus riches et la majorité de la population, de ces discours laissant entendre que les services publics ne sont qu'une charge, sans prendre en compte le travail effectué par ses salarié-es, sans prendre en compte la nécessaire utilité sociale.

Toutes et tous en grève le 11 octobre

Paris, le 6 octobre 2011